



380. 0. - DU/gg  
ad p. B.73.F.O. - NT/sn

Paris, le 27 janvier 1968.

TRES CONFIDENTIEL

" ... Gouverner à coups d'initiatives, de risques, d'inconvénients. Voilà ce que je veux faire. "  
(Mémoires de Guerre III)

Monsieur Willy Spühler  
Président de la Confédération

B e r n e

cn	NT				c/o
Date	5.2.				22.1.68
Vin	12				52
EPD	5. Feb. 1968				
Ref.	p. B. 73. F. O. U. Th.				

*la politique française*

Monsieur le Président de la Confédération,

J'aurais voulu donner suite plus rapidement à vos lignes du 12 décembre, me demandant de vous faire tenir un rapport de base sur la politique française. Votre lettre arrivée avant les fêtes de fin d'année et le fait que je ne disposais jusqu'à ces tout derniers jours que d'un effectif incomplet, ne m'ont pas permis d'y répondre dans le délai qu'en d'autres temps je me serais fixé. Le problème posé, comme vous le soulignez vous-même, représente un important travail de réflexion. Certes, le sujet en lui-même n'offre pas de difficulté particulière pour le circonscrire et le décrire. En revanche, son analyse est plus délicate en raison du caractère particulier de cette politique.

Je suis parti de l'idée que la formule la plus indiquée consistait à reprendre tout d'abord et un par un les éléments constitutifs mêmes de cette politique, - éléments déjà énumérés dans votre communication -, et d'en faire de brefs résumés.

Vous voudrez bien les trouver en annexe. Ils permettent d'alléger le rapport et facilitent l'analyse.

\* \*  
\*

La politique française est celle d'un homme seul :  
 "C'est moi seul qui fais la politique et sous ma seule responsabilité. Moi seul ai le pouvoir de décision." ("La Tragédie du Général" Tournoux, page 322). Le responsable de cette politique ne justifie pas les motifs de son choix. Aussi, avant d'en arriver aux objectifs de cette politique, convient-il de tenter de brosser la philosophie même qui est à leur base. Un fait est patent : la politique actuelle n'est que la projection dans le temps de l'idée qu'un homme s'est faite de son pays. Il faut, à cet égard, citer dans son entier le paragraphe qui ouvre le Tome I des Mémoires de Guerre du Général de Gaulle :

" Toute ma vie, je me suis fait une certaine idée de la France. Le sentiment me l'inspire aussi bien que la raison. Ce qu'il y a, en moi, d'affectif imagine naturellement la France telle la princesse des contes ou la madone aux fresques des murs, comme vouée à une destinée éminente et exceptionnelle. J'ai, d'instinct, l'impression que la Providence l'a créée pour des succès achevés ou des malheurs exemplaires. S'il advient que la médiocrité marque, pourtant, ses faits et gestes, j'en éprouve la sensation d'une absurde anomalie, imputable aux fautes des Français, non au génie de la patrie. Mais aussi, le côté positif de mon esprit me convainc que la France n'est réellement elle-même qu'au premier rang; que, seules, de vastes entreprises sont susceptibles de compenser les ferments de dispersion que son peuple porte en lui-même; que notre pays, tel qu'il est, parmi les autres, tels qu'ils sont, doit, sous peine de danger mortel, viser haut et se tenir droit. Bref, à mon sens, la France ne peut être la France sans la grandeur. "

Ainsi pour le Chef de l'Etat, "la France n'est réellement elle-même qu'au premier rang", "seules de vastes entreprises sont susceptibles de compenser les ferments de dispersion que son peuple porte en lui-même". Enfin, ce paragraphe contient le mot clé : " La France ne peut être la France sans la grandeur."

Bien plus, "Le ressort d'un peuple, c'est l'ambition et la France ne peut pas se passer d'une grande ambition nationale". (Tournoux, page 267). On y retrouve en germe ce qui sera la politique de la Ve République. Déjà dans "Le Fil de l'Epée", paru avant la guerre, de Gaulle décrivait le personnage qu'il serait, la politique qu'il mènerait, et les moyens qu'il emploierait:

" La passion d'agir par soi-même s'accompagne évidemment de quelque rudesse dans les procédés. L'homme de caractère incorpore à sa personne la rigueur propre à l'effort. Les subordonnés l'éprouvent et parfois ils en gémissent. D'ailleurs, un tel chef est distant, car l'autorité ne va pas sans prestige, ni le prestige sans éloignement. " " ... Il a la passion de vouloir, la jalousie de décider". Toujours dans "Le Fil de l'Epée" : "L'homme d'action ne se conçoit guère sans une forte dose d'égoïsme, d'orgueil, de dureté, de ruse. Mais on lui passe tout cela, et même il en prend plus de relief s'il s'en fait des moyens pour réaliser de grandes choses."

" De Gaulle livre sa pensée par bribes, il n'aime pas les fantassins de l'intelligence. Dissimuler la finalité relève de la tactique ... " (Tournoux, page 344).

N'a-t-il pas déclaré lui-même dans le Tome premier de ses Mémoires de Guerre : "En somme, je ne doutais pas que la France dût traverser des épreuves gigantesques, que l'intérêt de la vie consistât à lui rendre un jour quelque service signalé, et que j'en aurais l'occasion. " Pour lui, comme il l'indique en exergue de l'avant-propos du "Fil de l'Epée", "Etre grand, c'est soutenir une grande querelle" (Hamlet). Tout aussi révélateur est le passage de ce même avant-propos: " ... On ne remue pas les foules autrement que par des sentiments élémentaires, de violentes images, de brutales équivoques. "

Amant de la France, à laquelle il s'identifie, sa ligne de conduite, son objectif, sera de lui redonner l'indépendance et, par là, de rétablir sa grandeur. Le reste n'est que moyens pour arriver à atteindre le but qu'il s'est fixé :

" Je dis notre indépendance. Cela signifie que notre pays, qui ne cherche à dominer personne, entend être son propre maître... en rejetant tous systèmes qui, sous le couvert du "supranational", ou bien de "l'intégration", ou encore de "l'atlantisme", nous tiendraient en réalité sous l'hégémonie que l'on sait. Nous sommes tout disposés à la coopération

amicale avec chacun de nos alliés. ... Une conséquence évidente de ce redressement vis-à-vis du monde est que jamais tant d'hommes sur la terre n'ont tant attendu de nous, ni éprouvé tant d'attrait pour la France. " (Allocation du 31.12.1964). " Je n'ai jamais cessé d'inciter notre pays à assumer son indépendance et c'est cela qui fait, depuis l'origine, l'unité d'une politique qui est devenue, par la volonté du peuple, celle de la République. On ne voit d'ailleurs pas que la France et le monde s'en trouvent mal, et même il semble que les positions que nous prenons, les actions que nous entreprenons, sont en définitive utiles à tous. " (Conférence de presse du 28.10.1966).

Mais quel est le but de cette indépendance ? Le Général, dans sa Conférence de presse du 28 octobre 1966, s'explique sur ce point. Rejetant tout d'abord les prétendus changements et détours de l'action de la France et les soi-disant contradictions ou machiavélisme, il précise :

" Il n'y a rien de plus constant que la politique de la France... Cette politique tend essentiellement à ce que la France soit et demeure une nation indépendante. Pourquoi ? Pour qu'elle joue son rôle à elle dans le monde. En vue de quoi ? En vue de l'équilibre, du progrès et de la paix. Cela ne veut pas dire, bien entendu, contrairement à ce que certains affirment, que nous voulions rester isolés et que jamais nous ne devions ou ne voulions lier notre action à celle des autres ... Il nous faut nécessairement coopérer avec les partenaires, mais l'indépendance signifie que nous décidons nous-mêmes ce que nous avons à faire et avec qui, sans que cela nous soit imposé par aucun autre Etat et par aucune collectivité. " (Conférence de presse du 28 octobre 1966)

Qu'implique cette indépendance ? En résumé :

" Elle nous conduit à mener une action conforme à ce qui est à présent notre propre conception, savoir qu'aucune hégémonie exercée par qui que ce soit, aucune intervention étrangère dans les affaires intérieures d'un Etat, aucune interdiction faite à n'importe quel pays d'entretenir des relations pacifiques avec n'importe quel autre, ne sauraient être justifiées. " (Conférence de presse du 27 avril 1965).

Dans sa conférence de presse du 28 octobre 1966, le Général de Gaulle précise encore :

" Ainsi, certains, s'exaltant au rêve de l'Internationale, voulaient-ils placer notre pays, comme eux-mêmes se plaçaient, sous l'obédience de Moscou. Ainsi d'autres, invoquant, ou bien le mythe supranational, ou bien le péril de l'Est, ou bien l'intérêt que pourrait trouver l'Occident atlantique à unifier son économie, ou bien encore l'utilité grandiose d'un arbitrage universel, prétendaient-ils que la France laissât sa politique se fondre dans une Europe fabriquée tout exprès, sa défense dans l'OTAN, sa conception monétaire dans le fonds de Washington, sa personnalité dans les Nations Unies, etc. Certes, il est bon que de telles institutions existent et nous pouvons avoir quelque intérêt à en faire partie, mais si nous avons écouté leurs apôtres excessifs, ces organismes où prédominent - tout le monde le sait - la protection politique, la force militaire, la puissance économique, l'aide multiforme des Etats-Unis, ces organismes n'auraient été pour nous qu'une couverture pour notre soumission à l'hégémonie américaine. Ainsi la France disparaîtrait, emportée par les chimères. "

\* \*  
\*

Cette politique, dont je me suis efforcé de tracer les principes dans leurs grandes lignes, j'en examine brièvement les conséquences sur les domaines les plus importants de la vie internationale.

Le monde, après la deuxième grande guerre, est dominé par deux superpuissances: les Etats-Unis d'Amérique, et l'URSS. Autour de chacune d'elles se sont constitués deux "blocs" d'essence différente, l'un dit "atlantique", groupant les démocraties occidentales, l'autre, "socialiste", excluant toute autre idéologie que le marxisme-léninisme.

Pour le Général de Gaulle, l'Etat est le groupe essentiel de la vie politique, intérieure et extérieure. Les "blocs" conduisent inévitablement à l'affrontement et, peut-être, à un conflit général. Ils sont en même temps, selon lui, le tombeau des Etats, petits ou moyens, parce qu'ils les conduisent inexorablement à l'asservissement. Pour cette double raison, il estime qu'il est de l'intérêt de tous de les dissoudre.

Si l'on prend tout d'abord l'Europe, on constate que, dès 1962, pour faire face à ce qu'il appelait alors "l'ambition dominatrice des Soviétiques", il entame sa politique de rapprochement à l'égard de l'Allemagne. Comme il le dit dans sa réponse à l'allocution prononcée par M. Lübke, à Bonn, le 4 septembre 1962 :

" L'alliance du monde libre, autrement dit l'engagement réciproque de l'Europe et de l'Amérique, ne peut conserver à la longue son assurance et sa solidité que s'il existe sur l'ancien continent un rôle de puissance et de prospérité du même ordre que celui que les Etats-Unis constituent dans le nouveau monde. Or un tel rôle ne saurait avoir d'autre base que la solidarité de nos deux pays (France et Allemagne), l'union encore dans la perspective d'une détente puis d'une compréhension internationale qui permettrait à toute l'Europe, dès lors qu'auraient cessé à l'Est les ambitions dominatrices d'une idéologie périmée, d'établir son équilibre, sa paix, son développement, de l'Atlantique à l'Oural, à l'impérative condition que soit pratiquée une vivante et forte communauté européenne à l'Ouest, c'est-à-dire essentiellement une seule et même politique franco-allemande. "

Ainsi trouve-t-il la base de départ pour bâtir l'Europe qu'il souhaite, mais dont la description diffère fortement de ce que d'autres Européens voudraient qu'elle soit. Car, comme il le dit, dans son allocution du 27 avril 1965, ce n'est pas une "Europe des patries" qu'il désire, rejetant ce terme qu'on lui prêtait, non pas que la patrie ne soit pas un élément humain et sentimental, mais il estime que "c'est sur des éléments d'action, d'autorité, de responsabilité qu'on peut construire l'Europe. "

" Quels éléments ? Et bien les Etats. Car il n'y a que les Etats qui soient à cet égard valables, légitimes et capables de réaliser ... Il ne peut pas y avoir d'autre Europe que celle des Etats, en dehors naturellement des mythes, des fictions, des parades. "

La notion d'Etat est permanente, alors que les idéologies sont passagères. On en verra la preuve dans sa politique à l'égard des pays de l'Est. Tout comme il ne veut pas s'absorber dans un système atlantique, se refuse-t-il à ce que la France se dissolve

" dans une Europe dite intégrée et qui, faute des ressorts que sont la souveraineté des peuples et la responsabilité des Etats, serait automatiquement subordonnée au protecteur

- 7 -

d'outre-océan. Ainsi resterait-il sans doute des ouvriers, des paysans, des ingénieurs, ... des députés, des ministres français, mais il n'y aurait plus la France. "

Le camp socialiste, depuis les événements de 1956, n'est plus monolithique. Pour encourager le processus de retour vers l'idée de nation, et tout d'abord de communisme national, le Président français pense qu'il n'est pas de meilleur moyen que de procéder, dans l'autre camp, à un dégagement de ce qu'il appelle l' "hégémonie" américaine. Ainsi retire-t-il successivement du Commandement Atlantique les forces navales françaises de la Méditerranée, puis de l'Océan, et finalement la France de l'OTAN. Il n'est dès lors plus lié au "bloc" occidental, sinon par l'Alliance atlantique, et il se consacre au rapprochement avec les Etats européens de l'Est, avec l'URSS, et même avec la Chine populaire. Il va bâtir ce qu'on appelle la "force de frappe" qui devrait permettre à la France d'atteindre tout agresseur et le dissuader de l'être par conséquent, soit une défense "tous azimuts".

En agissant ainsi, la France, Puissance occidentale, est bien souvent amenée - au Vietnam et au Proche-Orient par exemple - à prendre des positions opposées à celles de ses amis et alliés traditionnels. "Elle collaborera à l'Ouest et à l'Est, contractera au besoin d'un côté ou bien de l'autre les alliances nécessaires, sans accepter jusqu'ici aucune espèce de dépendance." (Tournoux, page 330). "Sceller des ententes d'opportunités, amorcer des rapprochements tactiques." (Mémoires de Guerre). Il engage la France délibérément dans une direction qui heurte les esprits et suscite un certain malaise. Paris, ainsi, s'isole non seulement du monde atlantique, mais encore, notamment, sur le problème du Royaume-Uni dans le Marché Commun, de ses cinq partenaires de la Communauté Economique Européenne. Il entend s'efforcer, s'il ne peut détruire les "hégémonies", d'éviter en tout cas que l'une ne l'emporte sur l'autre, apportant au besoin dans la mesure de ses moyens limités sa caution à celle qui lui paraîtra, le moment donné, la plus faible. Dans le même temps, autour du noyau des Six Pays du Marché Commun dans lequel, comme on l'a vu,

- 8 -

il veut conserver à chacun sa personnalité d'Etat et non pas les voir se dissoudre dans un bloc anonyme, il va s'efforcer de créer une Europe selon sa vision, Dans le même temps, il met tout en oeuvre - mais encore une fois ses moyens sont limités - pour rallier à lui le Tiers Monde.

Il se défend farouchement de faire de l'antiaméricanisme et, à chaque fois, prône l'amitié américaine. Il ne peut cependant oublier, et lui probablement moins qu'un autre, les difficultés auxquelles il s'est heurté pendant et après la dernière guerre, tant en ce qui concerne le Royaume-Uni que les Etats-Unis eux-mêmes. Les propos qu'il a tenus à cette époque, à l'égard des représentants de Londres et de ceux de Washington, étaient déjà lourds de menaces pour l'avenir. Le Général leur reprochait de ne pas reconnaître la juste place de la France dans le monde.

En résumé, comme il l'a dit le 16 mai 1967 :

" Pour ce qui est de l'extérieur, que la France garde son indépendance sans renier ses amitiés, que la Communauté Européenne des Six aille en se renforçant dans tous les domaines, que l'Ouest et l'Est de notre continent pratiquent progressivement la détente, l'entente et la coopération, que cesse en Asie le scandale de l'intervention étrangère et de la guerre, qu'une aide accrue et systématique soit prêtée au tiers-monde par les pays développés, y a-t-il là rien qui empêche le concours des bonnes volontés ? "

Cette politique, si elle provoque des remous à l'extérieur, en cause également, mais plus passagers, à l'intérieur du pays. L'opposition tente d'exploiter ce malaise mais, devant la rigidité des thèses du parti communiste français, elle a de la peine à se constituer en force cohérente. Ainsi apparaît la double solitude du Président de Gaulle : Au dehors, il n'y a pas de Chef d'Etat qui soit à la même hauteur que lui; au dedans, il n'a pas d'opposant de sa taille: il est, en somme, fort de la faiblesse - de la division - de l'opposition. Mais la majorité elle-même sait qu'elle n'a pas de consistance. Elle groupe, dans une association incertaine que l'on s'efforce de fortifier et d'institutionnaliser, ceux qui inconditionnellement



sont en faveur de la politique du Général, et ceux qui votent pour elle plus pour prévenir la participation au pouvoir du parti communiste que par réelle adhésion à ses desseins. Cette solitude du Président français que lui-même qualifiait, citant Faguet, dans "Le Fil de l'Épée" : "la misère des hommes supérieurs", celle de l'homme hors cadre et de l'autocrate, l'amène à accentuer encore le caractère singulier de ses initiatives. Il n'est pas homme de dialogue.

L'isolement du Général n'a pas que des inconvénients. Il lui donne une autorité que depuis Napoléon III la France n'a plus connue. Il assure la stabilité politique, financière et monétaire du pays. Il a permis le règlement du problème algérien, le plus difficile de la Ve République. A l'extérieur, le poids de la France est accru, surtout dans le tiers-monde.

A 77 ans, le Général de Gaulle ne peut vraisemblablement plus espérer - bien qu'il veuille le faire croire - créer une Europe à son image, c'est-à-dire une Europe dirigée par la France, d'où serait exclu le Royaume-Uni et dans laquelle les Etats de l'Est, appelés désormais Etats du centre, manifesteraient une autonomie de plus en plus grande à l'endroit de l'URSS, celle-ci constituant aujourd'hui dans la terminologie gaullienne l'"Europe de l'orient". Dans cet ensemble, l'Allemagne continuerait à ne pas avoir droit à l'arme nucléaire. Cette vision lointaine d'une Europe continentale et française - qui ferait contrepois aux Anglo-Saxons, à l'ouest, et à l'URSS, à l'est - ne serait réalisable qu'avec l'appoint d'un Général de Gaulle moins âgé. Le nombre de ceux qui croient à cette idée diminue à mesure que s'accroissent les mois sur les épaules de l'homme légendaire.

Il cherche à créer l'irréversible, de façon à pouvoir ancrer sa politique et obliger celui qui lui succédera à prendre sinon les mêmes méthodes, du moins plus ou moins le même chemin. On peut penser qu'aussi longtemps que la France gardera à sa tête son actuel Président, sa faculté d'empêcher la création

d'une autre Europe, véritablement fédérale, demeurera entière. Ainsi l'importance de la France actuelle est d'être plus une force de négation que de construction.

Plus ou moins confusément l'opinion publique française envisage la fin du règne gaulliste. C'est pourquoi on a beaucoup parlé de l'après-gaullisme. Il est donc utile d'en examiner les données possibles.

Trois éventualités sont ouvertes. La première est le maintien de l'actuelle majorité - mais privée de son inspirateur. Dans ce cas, la politique actuelle serait poursuivie. Elle risquerait cependant, à l'intérieur et à l'extérieur, de se heurter à une plus grande résistance. La deuxième est le triomphe de l'actuelle opposition, allant du parti communiste, à gauche, au groupe Progrès et Démocratie moderne, à droite. Les divergences qui existent actuellement, non seulement entre les groupes extrêmes, mais aussi entre la Fédération de la gauche démocrate et socialiste et le parti communiste, si elles peuvent être surmontées en vue d'une victoire électorale, ne le seraient vraisemblablement pas au stade de l'établissement d'un programme gouvernemental. La troisième éventualité, enfin, serait la formation victorieuse d'un mouvement politique groupant, autour du centre, les éléments modérés de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste à gauche, le groupe Progrès et Démocratie moderne au centre - ces deux formations appartiennent à l'opposition actuelle - et à droite la partie de la majorité d'aujourd'hui qui s'est prononcée pour le Président de Gaulle, non parce qu'elle approuve sa politique mais parce qu'elle pense qu'elle est un mal préférable à celui qui consisterait à s'associer aux communistes en vue d'une victoire électorale condamnée à l'échec sur le plan gouvernemental. De ces trois éventualités, la dernière paraît la plus vraisemblable car c'est elle qui est la plus rassurante: le corps électoral français demeure conservateur. Quelle serait l'orientation d'un tel mouvement ? Il est bien difficile de le prédire. Il est toutefois probable qu'il accepterait l'idée d'une Europe fédérale, qui

- 11 -

grouperait, en un premier stade, tous les Etats de l'Europe occidentale, y compris le Royaume-Uni. Il continuerait à favoriser un rapprochement avec les pays du continent situés à l'Ouest et au Sud-ouest de l'URSS, tout en cherchant à resserrer avec celle-ci les liens déjà existants. A l'Ouest, la nouvelle majorité s'efforcerait vraisemblablement de créer un climat de coopération avec Washington et non, comme le fait l'actuelle majorité, une atmosphère d'affrontement. C'est, en effet, par la collaboration que le fossé économique et technique qui sépare aujourd'hui le nouveau monde de l'ancien pourrait le mieux être comblé.

---

Veillez agréer, Monsieur le Président de la Confédération, l'assurance de ma haute considération.

L'Ambassadeur de Suisse :

*sig. Dupont*

Annexes : mentionnées